



Conférence de presse sur les forêts et le changement climatique

« À l'aube d'une nouvelle ère pour la foresterie, les travaux sont en cours pour préparer un nouvel avenir », a dit au XIII Congrès forestier mondial **Tim Rollinson, Directeur général de la Commission des forêts du Royaume-Uni**, qui a assumé la présidence du Forum spécial sur les forêts et le changement climatique.

« Nous avons entendu notre pays hôte souligner l'importance de simplifier », a dit Tim Rollinson qui, après une session plénière à laquelle ont assisté de multiples participants, en a extrait les points suivants:

- 1) il nous faut transmettre des messages forts aux dirigeants du monde;
- 2) la communauté forestière, c'est nous tous, sans aucun doute possible;
- 3) la responsabilité et des actions réellement durables sont réalisables;
- 4) nous devrions et devons être optimistes.

À la question posée durant le XIII Congrès forestier mondial: « les forêts plantées sont-elles considérées comme des projets pouvant incorporer un mécanisme comme la REDD ? », **Jan Heino, Sous-Directeur général du Département des forêts de la FAO**, a répondu « Nous ne devrions exclure aucun moyen potentiel d'atténuer le changement climatique. Si ces forêts sont établies et utilisées suivant les directives volontaires élaborées par la FAO, elles seront efficaces, mais à condition d'avoir une bonne planification de l'utilisation des terres. »

Wulf Killmann (FAO) a ajouté que le boisement et le reboisement, c'est-à-dire l'établissement des plantations suivant certaines normes, ont fait partie du Protocole de Kyoto depuis 2003.

Les participants ont écouté avec intérêt l'exemple du dendroctone du pin de montagne présenté dans son discours par **Avrim Lazar, PDG de l'Association des produits forestiers du Canada**. À la question: « est-ce une métaphore ou une réalité ? » A. Lazar a répondu qu'il ne s'agissait pas d'un exemple hypothétique mais de quelque chose de très réel.

A. Lazar a révélé que 25 000 individus appartenant à 30 différentes communautés tributaires des forêts au Canada ont déjà perdu leurs moyens d'existence à cause des infestations de cet insecte. « On tend à croire que le changement climatique est un phénomène qui se manifestera à l'avenir » a-t-il ajouté, « mais au Canada, c'est quelque chose qui a lieu aujourd'hui ».

A. Lazar a soulevé un autre point « Nous parlons souvent aussi du changement climatique comme d'un événement qui détruira la géosphère. C'est la partie la plus simple. La géosphère et la biosphère sont intimement liées. Nous, comme espèces biologiques, sommes des organismes corrélés au reste de la biosphère. Le changement climatique nous a durement frappés à la tête, au cœur et dans l'âme. C'est quelque chose qui nous atteint dans nos propres demeures ».

En ce qui concerne le résultat général du Congrès, J. Heino a déclaré: « L'un des espoirs et des objectifs de cet immense congrès est la transmission d'un message vigoureux sur le rôle du secteur forestier dans la communauté mondiale. Il incombe aux pays individuels et au débat en cours de mettre en évidence le rôle que peuvent jouer les forêts. Il nous faut admettre que le secteur forestier ne fait pas pleinement usage de la communication. Je crois que nous devrions organiser un congrès forestier au moins tous les six ans ».

Gehrad Dieterle, Développement environnemental et socialement durable, Banque mondiale, a dit que « les forêts ont, de fait, de grandes possibilités. Tout le monde semble avoir accepté ce concept; il faut que les forêts interviennent efficacement dans l'atténuation du changement climatique. Les forêts sont considérées comme des stocks de carbone. Si suffisamment de crédits sont affectés au secteur forestier, la déforestation pourrait être maîtrisée. Ce serait une façon de protéger les forêts, mais la plupart des forêts du monde sont utilisées par les populations, de sorte que l'approche et le message de ce congrès sont très puissants: nous ne pourrions mettre fin à la déforestation sans incorporer au programme sur le changement climatique la bonne gestion des forêts pour de multiples avantages. »

Sur la question de l'utilité d'intégrer les produits et l'alimentation dans le débat sur les forêts, W.Killmann a répondu qu'entre 70 et 80 pour cent de la déforestation sont dus à la conversion des forêts à l'élevage ou à l'agriculture. « Ce dont nous avons besoin à l'avenir, et c'est un enjeu de taille, c'est de trouver un équilibre entre les différentes utilisations foncières », a dit W.Killmann. « L'enjeu principal consistera à trouver le moyen de nourrir la population croissante de notre planète. Ce sont là les questions dont nous devons nous occuper. Comme l'a dit Avrim tout à l'heure, nous devons réfléchir de façon systématique, et abandonner nos vieux clichés ».

Peter Saile (GTZ), qui concorde avec W. Killmann, affirme que « Nous ne pouvons dissocier l'analyse du secteur forestier de ce qu'il advient dans les zones rurales où s'intensifie la concurrence pour l'espace. Nous ne faisons que perdre des forêts en faveur de l'agriculture, des biocombustibles et de la consommation alimentaire ».

En ce qui concerne les grands investissements dans les industries agricoles, G.Dieterle a dit : « Nous avons toujours eu de grands investissements dans le passé. Mais vous vous souviendrez sans doute du choc des prix de ces dernières années; il y avait une crise alimentaire et, soudain, les prix des denrées de base ont haussé. Certains pays ont pu louer d'immenses étendues de terre pour assurer leur base alimentaire, et c'est ce qui a lieu maintenant pour la bioénergie. Il y a des subventions pour la bioénergie et nous, à la Banque mondiale, observons cela avec quelques préoccupations car il n'y a aucune garantie pour ce genre d'investissements. Une initiative a été lancée visant à élaborer des normes pour les investissements dans l'agriculture à grande échelle de manière qu'ils respectent les droits des populations locales. C'est une question d'une gravité extrême qui intéresse, non seulement l'Amérique latine, mais aussi plusieurs pays africains et asiatiques, et il faut en tenir compte très sérieusement. »

Leopoldo Montes, Secrétaire général du XIII Congrès forestier mondial, a décrit la politique de l'Argentine vis-à-vis des forêts : « L'Argentine a la méthodologie nécessaire, des institutions qui produisent de bons rapports fondés sur des informations, elle a des industries, elle a un bon potentiel forestier. Il me semble que le Congrès définit les conditions pour un plan national. Le Ministre de l'agriculture a déjà mentionné le potentiel des universités, ainsi que les personnes oeuvrant dans le secteur forestier. Nous possédons tous les éléments du Mercosur pour lancer un bon plan pour ce dont nous avons besoin, et nous avons la base nécessaire pour le faire. »

Plusieurs orateurs prenant la parole au Forum sur le changement climatique ont mentionné la REDD, certains ajoutant que l'un des paramètres estimés difficiles à évaluer était les niveaux de corruption. « La Banque mondiale connaît-elle les niveaux de corruption par région et la mesure dans laquelle ils influencent les projets forestiers ? » ont demandé les participants. G. Dieterle a répondu : « Nous avons une liste de pays qui sont classés en fonction de ces indices de corruption. Malheureusement, dans le cadre de la foresterie, des indices de corruption existent. Le besoin et l'avidité contribuent tous deux à la corruption ».

« Le pouvoir de la corruption est tout simplement la pauvreté. Le besoin de joindre les deux bouts. Il y a aussi l'avidité, et c'est dans ce sens que nous parlons de gestion des concessions. C'est là que le rôle du gouvernement devient très important. La pauvreté, le régime foncier, les droits et la transparence deviendront des goulots d'étranglement à l'avenir et pourraient déclencher une lutte sans merci pour obtenir que les fonds soient affectés à la foresterie de manière équitable et juste. »

Trond Gabrielsen, Norvège, a ajouté : « Nous soulignons avec force l'importance de rendre responsables les pays si la corruption se manifeste dans l'allocation de ces fonds importants. Notre approche est progressive, c'est le résultat d'avoir su réduire les émissions ».

Christer Segerstéen, Confédération européenne des propriétaires forestiers, a ajouté : « En Suède l'industrie de la pâte a commencé à utiliser la biomasse. Nous avons lancé un projet de développement forestier auquel participent les populations autochtones des pays des zones tropicales. Certains d'entre nous, qui en ont les moyens, peuvent s'unir et agir ».

Sur la question de la date limite pour adhérer à ce projet d'entretien de l'environnement afin qu'il se transforme en un mouvement général vers la réalisation d'un équilibre vital, A. Lazar a dit : « Il n'existe pas d'accord mondial pour lutter contre la déforestation. Nous ne possédons aucun instrument mondial. Nous espérons que Copenhague nous en donnera un. Ce congrès montre que les communautés du monde entier se rendent compte qu'il n'y aura pas de solution au changement climatique sans un programme intégré ».

G. Dieterle a conclu en disant: « Certes, quelques pays ont étendu leur couvert forestier. Le Costa Rica en Amérique du Sud, et l'Inde. L'Inde a arrêté la déforestation, grâce à un plan d'action national sur le changement climatique appelé « reverdir l'Inde » visant à augmenter le couvert forestier de 22 à 33 pour cent. La Chine a totalement stoppé la déforestation. Le couvert forestier s'accroît rapidement en Europe, d'environ 1 pour cent par an, et dans les pays scandinaves. Un problème grave subsiste dans les forêts boréales, en Russie, au Canada et en Alaska ».

Des conclusions très intéressantes sont issues du débat international, au moment même où le CFM touchait à sa fin. Les discussions portent maintenant sur le message à présenter à Copenhague.